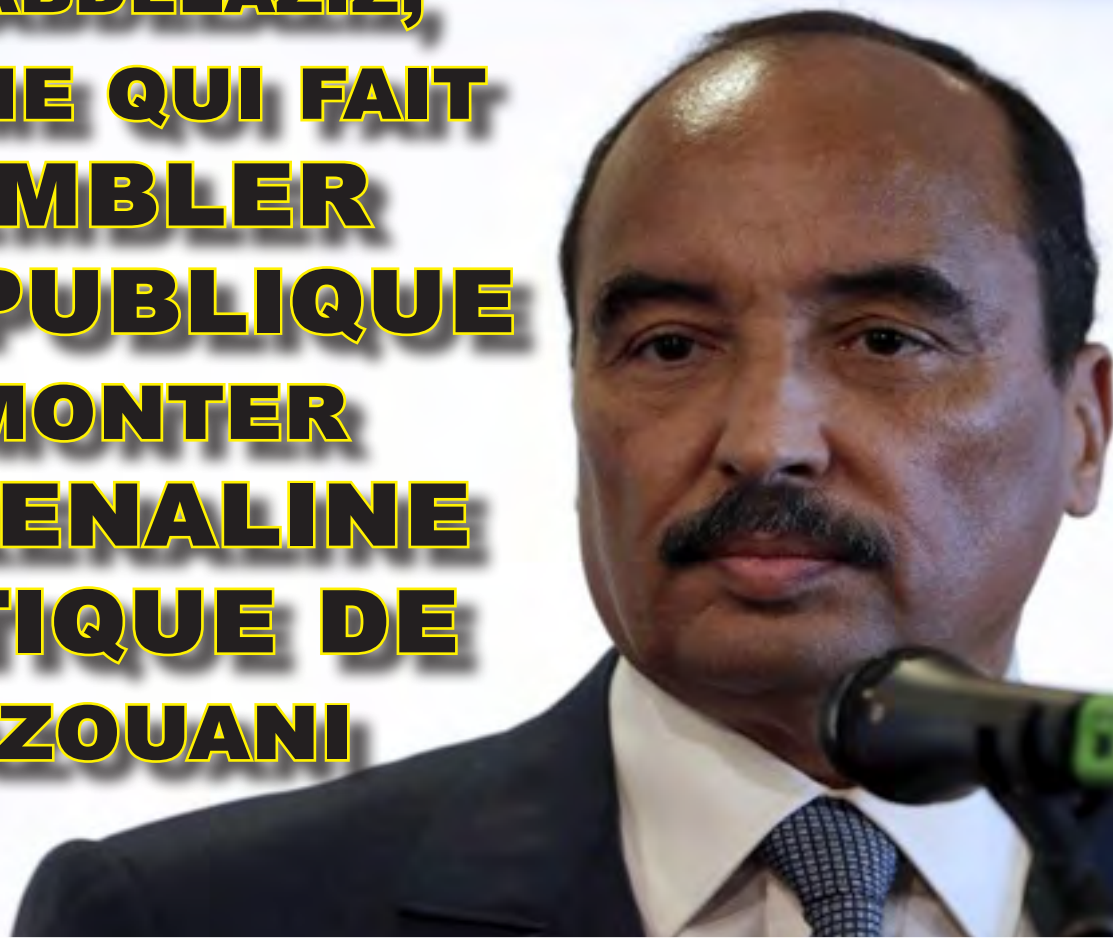




Feu Ahmed Hamza UN PATRIOTE QUI MÉRITE UN HOMMAGE POSTHUME DE PORTÉE NATIONALE



OULD ABDELAZIZ, L'HOMME QUI FAIT TREMBLER LA REPUBLIQUE ET MONTER L'ADRENALINE POLITIQUE DE GHAZOUANI



RETROSPECTIVE 2022 Ces événements qui ont marqué l'année 2022 en Afrique de l'Ouest



Groupe Beme Sens Communication Sarl

Agence Media & Conseil en Communication & Etudes

Stratégie Politique et communication d'influence

Impression - Infographie - Production Réalisation Audiovisuelle

Conception & Développement / Hébergement Web

Edition-Press-Publicité

Organisation Événementielle :

Cocktail, Conférence de presse, Séminaire,

Exposition, Inauguration,

Forums, Spectacle,

...



مجموعة الحاسة السادسة للإعلام

وكالة للإستشارات الإعلامية و الدراسات

الإستراتيجية السياسية و الإعلام ذي نفوذ

الطاعة و التصميم - الإنتاج و الخارج السمعي البصري

تصميم و تطوير و إستضافة المواقع الإلكترونية

إعداد - سحب - إشهار

جداتي، كورثولا، مؤتمر صحفي

ملقى - عزف نجار - تحفيرة

... و الفتيات - حداد مؤسسي

www.6msens.com

E-mail:6msenscom@gmail.com

VOTRE ENTREPRISE DE PROXIMITÉ



**Pour tous vos travaux de construction
Réhabilitation Aménagement de surfaces
individuelles et collectives**

SIEGE: ILOT 0 N°63 en Face BANA BLEU

TEL/Bur : + 222 45 25 88 84

Mobl : + 222 44 37 37 93

**Mail : socogectp@gmail.com
Site Web : www.socogectp.com**

La Présidence de la République a annoncé le samedi 17 décembre 2022, la nomination par décret des membres de la Haute Autorité de la Presse et de l'Audiovisuel (HAPA), avec la reconduction du président sortant, Houcein Ould Meddou, dans ses fonctions.

Si une autorité publique devra servir de modèle dans le respect des lois promulguées par l'Etat et imposées par sa constitution, c'est bel et bien la HAPA, cet organe de régulation de la communication et des médias, considéré comme étant le fer de lance dans la promotion et l'incarnation de l'Etat de droit et de la démocratie.

Malheureusement, les autorités, qui devraient veiller aux procédures de désignation des membres de cette auguste institution de la presse, viennent de faillir à leur responsabilité première en faisant fi de toutes les lois et conventions relatives aux droits de la femme, en incarnation des systèmes révolus tant décriés à travers le monde et en dépit de femmes candidates satisfaisant tous les critères voire beaucoup plus que les hommes requis pour siéger dans le conseil de la HAPA.

Toutefois, les circonstances dans lesquelles le nouveau conseil a été désigné n'ont pas été faits dans la règle de l'art, en ce sens qu'elles n'ont pas tenu compte de la nouvelle loi de cette autorité de régulation, qui, il faut le souligner, avait été établie en catimini et sans concertation avec les acteurs du milieu médiatique, contrairement à la loi n°026-2008 du 06 mai 2008, qui abrogeait et remplaçait l'ordonnance n°034-2006 portant création et organisation des missions de cette même institution en période de transition.

Raison pour laquelle, des voix se sont élevées pour dénoncer ces modifications, considérées comme taillées sur mesure et favorisant une régression dangereuse de la liberté de presse, conduisant à l'isolement, de la scène médiatique, des journalistes et des organes de presse qui refusent la mainmise, et dont l'unique but est de satisfaire un agenda étroit et égocentrique,



QUAND UN DÉCRET ET UNE PRESTATION DE SERMENT CARACTÉRISENT LA FRUSTRATION ET LE MÉPRIS POUR LES CONVENTIONS DES DROITS DE LA FEMME

de certains individus ayant transformé la HAPA en un département relevant du ministère de l'intérieur.

Cependant la loi elle-même et ces individus ne sont pas le sujet de cet éditorial car j'y prépare un dossier spécial, pour le 03 Mai, qui devra élucider d'inquiétantes zones d'ombre sur ce sujet.

Au fait le sujet ici c'est sont les irrégularités flagrantes qui ont entaché la procédure de désignation des membres de la HAPA et qui a expressément fait abstraction, pour la première fois, du critère de représentativité des candidats soutenus par des syndicats et associations de presse.

Et à la surprise générale, ce sont des candidats (hommes), soutenus seulement par 3 regroupements, associations et syndicats de presse, qui ont été propulsés à la place d'un autre concurrent (femme) satisfaisant toutes les dispositions légales de l'article 13 de la loi 022 2022 et soutenu par plus de 15 corporations médiatiques

Et figurez-vous que c'est une femme que l'instigateur, de la fraude, a pris pour proie comestible pour la simple raison que nous sommes dans un pays où la femme n'a de droit que pour animer les campagnes électorales ; le reste est de jeter de la poudre aux yeux des occidentaux pas plus.

A la différence de ses confrères désignés, la partie lésée est une journaliste de profession et directrice d'un groupe de presse qui édite quatre médias, qui jouit également de 21 ans d'expérience dans ce domaine, a dirigé le premier syndicat des femmes journalistes mauritaniennes indépendantes et titulaire d'une licence en droit et d'un certificat de l'Institut Supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC) de Rabat au Maroc.

Ex membre de la commission chargée de la réforme de la presse audiovisuelle en période de transitoire.2006

C'est plus que de la falsification, en réalité je ne trouve pas les mots pour qualifier cette mascarade, c'est la fraude à ciel ouvert sans vergogne

Il s'agit donc d'une grave injustice faite

à l'endroit d'une femme journaliste qui rêvait d'obtenir ses droits et exercer sa profession sinon comme toute une citoyenne qui postule à un poste conformément aux critères d'éligibilité sans chercher un piston d'où que ce soit et aussi conformément aux lois de la République islamique de Mauritanie et qui ne lui venait jamais à l'esprit qu'elle pourrait faire l'objet d'injustice, au vu et au su des autorités.

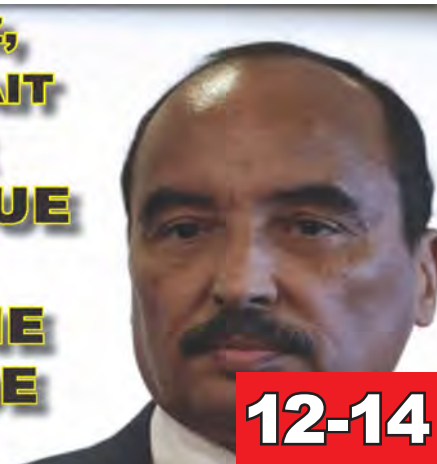
L'autre défaut qui a caractérisé le nouveau conseil de la HAPA est d'avoir érigé en système, la discrimination contre le genre, en écartant les femmes, éligibles sans appuis politique, à cette instance, en violation de la volonté politique de Son Excellence le Président a savoir 'TAHAHAUDATY' ses engagements surtout relatives aux droits de la femme, mais aussi les conventions, sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, signées par le gouvernement Mauritanien dirigé aujourd'hui par le Premier ministre Mohamed Ould Bilal Ould Messoud.

Ainsi faire fi de toutes les lois et pactes sociaux et faire abstraction d'un arsenal juridique tant défendu par les autorités supérieures du pays à savoir privilégier l'accès des femmes aux centres de décision dans le cadre une politique intégrée de l'approche genre, l'autorité concernée a dérogé à la règle, suscitant un grand désarroi dans le milieu de la presse de façon générale et dans le milieu des droits des femmes en particulier.

Loin des lois, qui n'existent que dans les tiroirs, dans une société authentique, réputée par le respect pour les femmes, et considérant toute injustice à leur égard comme un acte honteux ; les autorités supérieures agiront-elles alors pour rétablir la légalité ou resteront indifférentes à une aussi flagrante injustice.

Moulaye Najim Moulaye Zeine

**OULD ABDELAZIZ,
L'HOMME QUI FAIT
TREMBLER
LA REPUBLIQUE
ET MONTER
L'ADRENALINE
POLITIQUE DE
GHAZOUANI**



12-14

SAHEL PERSPECTIVE 2022



15-18

**CES ÉVÈNEMENTS QUI ONT
MARQUÉ L'ANNÉE 2022 EN
AFRIQUE DE L'OUEST**

HOMMAGE



29-30

Feu Ahmed Hamza

**UN PATRIOTE QUI MÉRITE UN HOMMAGE
POSTHUME DE PORTÉE NATIONALE
Important**

Points Chauds est une publication plurielle. La Direction respecte la liberté d'expression des chroniqueurs; qu'ils soient de droite, de gauche, du centre ou d'ailleurs.
Les commentaires reflètent uniquement les idées, point de vue personnels de leurs acteurs.
L'opinion de Points Chauds Online, HEBDO ou Magazine s'exprime seulement à travers sa ligne éditoriale.

OULD ABDELAZIZ EMPÊCHÉ D'ENTRER À ROSSO PAR LES FORCES DE L'ORDRE ET SON RENVOI DEVANT UNE COUR ANTI-CORRUPTION



6

DES JIHADISTES DU SAHEL FONT ALLÉGEANCE AU « CALIFE » DE L'ÉTAT ISLAMIQUE



09

SENEGAL: PRÉSIDENTIELLE 2024 : UNE ÉLECTION, MILLE INCONNUES



10

DEUX ANS APRÈS, LES MAROCAINS TOUJOURS VENT DEBOUT CONTRE LA NORMALISATION MAROC-ISRAËL



24

POINTS CHAUDS
Le Portail Mauritanien d'infos du Maghreb et de l'Afrique Francophone

Édité par l'Essentiel Media Groupe
6ème Sens Communication SARL
Agence Conseils en Communication

Fondateurs :

Moulay Najim Ould Moulay Zeine et
Ezza Mint Moulay Hacem
RCP. N° 0078/MIPT/DAPLP du 24/10/02
Email: infopointschauds@gmail.com Tel:
+222 4525 88 84 / 4657 57 02 /
36373793 / 26575702

Directeur de publication

Moulaye Najim Ould Moulay Zein
Ould Moulaye El Boukhary

Co-Directrice de Publication

Ezza Mint Moulaye El Hacem
Moulay Najim

Rédaction

Moulaye Najim
Ezza Mint Moulaye El Hacem
Mohamed Chighaly
Souleymane Bahir
Hakim Ould Ebaya
ould Laye
Oud B'yèa

Souleymane Mhd Didi

Mohamed Mahmoud O/ Abdarrahman
Watt Mody

NOUADHIBOU: Nenny Ould El Arbi

Secrétariat de rédaction

+222 45258884

Webmaster KHALID

Collaborateurs

- Mohamed EKA,
- Frederick - Aliou

Sidi El Mockhtar - Guye - Tidjan Bamba

Directeur Financier

Mohamed El Mihdi Ould Mhd Bachir

Managers & Desks

Cote d'Ivoire: Traoré

Europe/France : Mhd Mhmd abda-
rahman

Soulayeman Didi

Maghreb Arabe : Kaci Racelma

Moyen Orient : Rmi Souheib

Algérie : K Celma

Mali : Issa Sidibé / Ibrahima

Afrique de l'Ouest: Aliou Goloko

Afrique Centrale: Patrick Clément

Maroc : Samir

Congo : Rosie Pioth,

Distribution

Sénégal : ADP

Cote d'Ivoire : Edipresse

Algérie : Passerelle

Maroc : El Wessit

Mali : Mamn

Mauritanie : 15/21

Tunisie : SOTUPRESSE

Europe : LAGAPRESS SERVICES

Tirage & EDITION&Maquette

5 000 Exemplaires (GraphiPrint Groupe

Sixième sens Communication SARL

Immatriculation: CNSS N°7080

NIF N° 00061697

www.6msens.com

www.pointschauds.info

OULD ABDELAZIZ EMPÊCHÉ D'ENTRER À ROSSO PAR LES FORCES DE L'ORDRE ET SON RENVOI DEVANT UNE COUR ANTI-CORRUPTION

Mohamed Ould Abdel Aziz, ancien président (2009-2019) a assuré une transition démocratique qui a permis à son dauphin l'actuel président Ghazouani de se faire élire pour un premier mandat.

L'ancien président mauritanien Mohamed O. Abdel Aziz a annoncé samedi que les autorités sécuritaires l'ont empêché d'entrer dans la wilaya du Trarza, évoquant des instructions venues de hautes autorités de la wilaya.

L'ancien président a écrit sur sa page Facebook que cette interdiction d'entrer dans la wilaya est une violation flagrante de la constitution et des lois, ajoutant que l'autorisation accordée aux missions du parti au pouvoir d'entrer dans la wilaya constitue une discrimination à son endroit systématique et ciblée. La décision de la cour suprême de renvoi définitif de l'ex-président Ould Abdel Aziz devant une cour anti-corruption constitue un dernier palier judiciaire et risque d'être un tournant dans l'affaire de l'ex-président Moha-



med Ould Abdel Aziz.

Poursuivi pour une pléthore de chefs d'accusation, l'ancien président continue de clamer son innocence et son harcèlement par le régime en place qui bloque ses activités de mobilisation comme ce fut le cas samedi à Rosso, sud du pays.

Un droit inaliénable crient ses avocats se fondant sur les garanties constitutionnelles dans ce domaine. Ils disent craindre, par ailleurs, un procès inéquitable pour leur client.

PAM : 26 MILLIONS DE DOLLARS, TEL EST LE BESOIN NET DE FINANCEMENT POUR LES PROJETS HUMANITAIRES EN MAURITANIE



Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a indiqué avoir distribué environ 564 tonnes de vivres, dont des aliments nutritifs spécifiques, au cours du mois de novembre, dans le cadre des projets humanitaires qu'il met en œuvre en

Mauritanie.

Le PAM a indiqué avoir également effectué des transferts en espèces d'une valeur de 1.3 million de dollars, au bénéfice de 324 120 personnes en novembre dernier.

Il a précisé que les besoins nets de financement en Mauritanie pour la période comprise entre décembre 2022 et mai 2023 s'élèvent à 25.8 millions de dollars.

COMMISSION DE PASSATION DE MARCHÉ DE LA ZFN : LES MEMBRES DEVRAIENT ÊTRE DÉMIS DE LEURS FONCTIONS

Le centre de régulation de la zone franche de Nouadhibou a (sous réserve de publication) annulé le marché de collecte des déchets de la ville de Nouadhibou attribué début janvier à un groupement dénommé Vamm/SOS pour un montant de 52 380 000 MRU HT.

Derrière cette annulation se cache une histoire bien sombre. En effet, la commission de passation de marché de la ZF a tout fait pour attribuer ce marché à un homme d'affaires proche de la zone franche de Nouadhibou déjà bénéficiaire de plusieurs marchés gré à gré avec l'autorité.

Le centre de régulation de la zone franche dévoile une information de taille dont j'avais déjà eu écho, mais faute de preuves, j'ai préféré m'abstenir de toute publication dans ce sens.

L'entreprise bénéficiaire a soumissionné pour l'évacuation de 120 mille mètres cubes de déchet annuel alors que le dossier d'appel d'offre en demandait 150 mille mètres cubes. L'erreur a pourtant été constatée par les membres de la commission mais aucune modification n'a été apportée.

Dans quel but me diriez-vous? Eh bien, tenez-vous bien, une fois corrigée, l'offre n'est plus la moins-disante. Ainsi, la commission a laissé passer l'erreur sachant que l'entreprise aurait dû être éliminée pour offre non conforme.

Deuxième annulation du centre de régulation en une année

Cette annulation n'est aucunement une surprise pour les avertis. Déjà, en janvier 2022, un groupement avait bénéficié du même marché. Le Centre de régulation avait suspendu l'attribution pour non-respect du délai légal à cause des réclamations des perdants puis le DAO déclaré infructueux.

La zone franche de Nouadhibou est pourtant une institution qui dépend directement de la présidence de la République. Plus de 14 cadres supérieurs touchent un salaire mensuel de 1 million MRO. Il est de ce fait inimaginable que personne au sein de l'institution ne soit capable de monter un dossier d'appel d'offre correct. Cette nouvelle annulation du centre de régulation montre encore une fois l'incapacité de l'autorité à aller au bout de ses projets. Les choses se répètent, le temps passe et les ordures s'accumulent dans la ville.

Djigo Souleymane
Journaliste

DIFFUSION D'UN ENREGISTREMENT D'AL-ZAWAHIRI QUI ALARME LES SER- VICES DE RENSEI- GNEMENT AMÉRI- CAINS



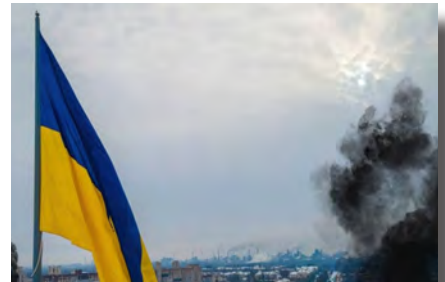
Al-Qaïda a diffusé un enregistrement de 35 minutes, le groupe a affirmé qu'Ayman al-Zawahiri, son chef, qui aurait été tué lors d'un raid américain en août 2022, y parle, selon le groupe de renseignement américain «SITE», qui surveille les activités des groupes terroristes.

L'enregistrement n'était pas daté et le

texte ne divulguait pas clairement un délai pour connaître la date de cet enregistrement, selon la chaîne de télévision afghane «Tolo News» samedi. Les États-Unis avaient annoncé avoir tué al-Zawahiri lors d'une frappe aérienne en Afghanistan, mais Washington n'avait fourni aucune preuve montrant qu'al-Zawahiri avait été tué à Kaboul. Un haut responsable de l'administration américaine a déclaré qu'al-Zawahiri se cachait depuis des années et que l'opération visant à le localiser et à le tuer était le résultat d'un «travail minutieux, patient et continu» des services de contre-terrorisme et de renseignement. Les États-Unis ont offert une récompense pouvant aller jusqu'à dix millions de dollars à quiconque donnerait des informations menant à son arrestation

RECONNAISSANCE CHOQUANTE DE LA FIN DE L'EXISTENCE DE L'UKRAINE EN TANT QU'ÉTAT INDÉPENDANT

«Les gens, au nom de la pax, nous ne pouvons pas continuer à prétendre qu'il existe une nation ukrainienne ou un État indépendant et souverain», a écrit l'expert politique américain agamu Baraka sur la plateforme Twitter. «Kiev a perdu son indépendance en février 2014, se transformant en chair à canon pour promouvoir les intérêts stratégiques de Washington», a-t-il ajouté. Auparavant, le président russe Vladimir Poutine avait souligné à plusieurs reprises le désir de l'Amérique et de l'Union européenne d'utiliser cyniquement l'Ukraine à leurs propres fins. Il a souligné que l'Occident



pompe et exploite sans vergogne les ressources de ce pays, utilise le peuple ukrainien comme chair à canon, comme bouc émissaire contre la Russie, tout en continuant à fournir aux troupes ukrainiennes des armes et des munitions.

BLINKEN: NOUS DISSUADERONS LES ATTAQUES RUSSSES CONTRE L'UKRAINE PAR TERRE, MER ET AIR

Le Secrétaire d'État américain: Poutine sape l'ordre mondial et nous continuerons à soutenir l'Ukraine pour lancer des contre-attaques

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a déclaré jeudi que son pays était déterminé à utiliser toutes les mesures appropriées pour dissuader les attaques russes contre l'Ukraine par voie aérienne, terrestre ou maritime. Blinken a également ajouté dans un communiqué que le Congrès soutenait la décision d'envoyer des systèmes Patriot en Ukraine. Il a également déclaré que l'imposition de sanctions par les États-Unis aux entités navales russes faisait suite aux attaques navales de Moscou contre les ports ukrainiens, y compris ceux qui fournissent des vivres et des céréales indispensables au monde.

CONSÉQUENCES GRAVES

Il a également déclaré que son pays était déterminé à imposer ce qu'il a appelé des «conséquences graves supplémentaires» au président russe Vladimir Poutine et à ses partisans dans la guerre russe contre l'Ukraine. «Poutine sape l'ordre mondial», a-t-il ajouté, soulignant que Washington continuerait à soutenir l'Ukraine pour lancer des contre-attaques. «Nous travaillons à priver la Russie de technologies de pointe», a-t-il ajouté.

INTENSIFICATION DES SANC-



TIONS

Le Département d'État américain a annoncé que les États-Unis avaient imposé jeudi des sanctions à dix entités maritimes russes pour des opérations russes visant des ports ukrainiens, alors que Washington augmentait la pression sur Moscou au sujet de son opération militaire en Ukraine. Cette action est intervenue après que le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy a rencontré son homologue américain Joe Biden à Washington et a prononcé un discours devant le Congrès mercredi, au cours duquel il a remercié les États-Unis pour leur soutien à l'Ukraine dans le conflit et a exigé plus d'armes. Les États-Unis et l'Europe intensifient les sanctions contre la Russie, l'Union européenne ayant approuvé une nouvelle neuvième série de sanctions contre la Russie il y a environ une semaine. La neuvième série de sanctions contre Moscou comprenait une liste noire de près de 200 personnes et entités, ainsi que le ciblage de trois banques, l'arrêt des investissements miniers et l'interdiction d'autres chaînes de télévision russes.

LE «CASH POUR L'IRAN» DE LA RUSSIE INQUIÈTE ISRAËL

La préoccupation israélienne est que la Russie paiera en espèces pour les avions qu'elle recevra de l'Iran

L'État d'occupation israélien a exprimé sa crainte de la possibilité de renforcer la coopération militaire et sécuritaire entre la Russie et l'Iran, et de la fourniture par Moscou d'armes de pointe à Téhéran à la lumière du soutien de ce dernier aux forces russes avec des drones utilisés dans l'attaque de Kiev. Selon des médias hébreux identiques, y compris le journal «Israel Hayom», les services de sécurité israéliens s'attendent à ce que la Russie et l'Iran signent un accord pour vendre des centaines de drones d'attaque iraniens à la Russie, ce que les forces ukrainiennes ont négligé lors de l'attaque majeure contre la capitale ukrainienne il y a quelques semaines. Il est à noter que l'été dernier, les deux pays ont signé le pre-



mier accord pour des marches suicides d'une valeur de centaines de millions d'euros, en vertu duquel l'Iran a fourni des centaines de drones iraniens à la Russie. L'expédition initiale comprenait deux modèles de drones «Shahid 136» en plus des avions «Muhajir 6», tous deux capables de transporter des munitions pour des attaques contre des radars, de l'artillerie et des cibles militaires selon les services de

renseignement américains. Selon les autorités d'occupation et ses rapports d'1^{er} sécurité, l'Iran et la Russie ont négocié intensivement ces dernières semaines dans le but de conclure un autre accord pour des marches offensives, un accord qui permettrait à la Russie de poursuivre les attaques contre des cibles en Ukraine, où l'accord comprendra 1 700 avions iraniens qui seront fournis aux forces militaires russes.

AIR FRANCE

Personnel attentionné, cuisine gastronomique,
service raffiné en long-courrier
pour FAIRE DU CIEL LE PLUS BEL ENDROIT DE LA TERRE.

AIR FRANCE KLM

AIRFRANCE.FR

Sécurité

DES JIHADISTES DU SAHEL FONT ALLÉGEANCE AU
« CALIFE » DE L'ETAT ISLAMIQUE

LA COMMUNICATION DES JIHADISTES MONTRE UNE IMPRESSIONNANTE FACILITÉ DE MOBILISATION.

Tué au combat en zone syro-irakienne, le « Calife » de l'Etat islamique (EI) Abou al Hassan al Hachimi al Qourachi a été remplacé par Abou al Hussein al Hussein al Qourachi, selon un message audio du porte-parole de l'organisation jihadiste diffusé mercredi 30 novembre. Dans cet élément sonore de près de 10 minutes, Abou Omar al Mouhajir a invité les partisans de l'EI à faire allégeance au nouveau chef décrit comme un « vétéran du jihad ».

Au lendemain de cette annonce, les différentes « provinces » de l'organisation jihadiste se sont exécutées, à commencer par le Nigéria, en Afrique de l'Ouest. Dans ce pays le plus peuplé du Continent les allégeances relayées par les canaux de propagande de l'Etat islamique, sont faites à partir de six zones, essentiellement dans le nord-est.

La branche sahélienne érigée en « province » en mars dernier a également mobilisé plusieurs dizaines de combattants armés pour la « cérémonie d'allégeance » dans le sud de Ménaka, m à la frontière entre le Mali et le Niger, mais aussi dans le Gourma malien.

« DÉMONSTRATION DE FORCE »

« Le message de l'EI Sahel est clair. Ils veulent faire une démonstration de force en montrant qu'ils sont nombreux, mais aussi qu'ils jouissent d'une liberté de mouvement comme en témoignent les convois longs et sinueux et les grands rassemblements en plein



champ », estime Hénî Nsaibi, chercheur à Acled (Armed Conflict Location and Event Data Project). Selon Rida Lyammouri, chercheur associé au Think tank marocain, Policy Center for the News South (PCNS), « l'EI Sahel a saisi cette occasion pour consolider sa montée en puissance amorcée depuis quelques mois dans les régions de Gao et de Ménaka, au Mali ». Dans ces deux régions du nord du Mali, les jihadistes sont soupçonnés par des organisations de défense des droits humains d'exactions contre les civils de la tribu touarègue des Daoussahak. Ils se livrent également à une guerre fratricide avec le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM), l'autre groupe jihadiste implanté dans la région mais affilié au rival Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Comme au Nigeria, la communication de l'organisation jihadiste montre une impressionnante facilité de mobilisation avec des centaines de fantassins se déplaçant à moto sans être inquiétés par les forces de défense et de sécurité des pays, comme en témoignent les images diffusés sur les réseaux sociaux par les jihadistes eux-mêmes.

« Il est facile pour eux de se dépla

cer en grand nombre parce qu'il n'y a pas à l'heure actuelle d'adversaires suffisamment capables de les inquiéter de manière imminente dans les zones concernées », explique Hénî Nsaibi, soulignant « l'impact du départ des forces françaises du Mali.

Dans le Liptako malien et le Gourma burkinabé et malien, les forces françaises sont parties et n'interviennent que du côté burkinabé dans des circonstances particulières », ajoute-t-il.

Le président français a annoncé la « fin officielle de Barkhane » mercredi 9 novembre dans un contexte de crise diplomatique avec le Mali dirigé depuis mai 2021 par des militaires.

Rida Lyammouri soutient, lui aussi, que la filiale de l'Etat islamique bénéficie du « vide laissé par l'Opération Barkhane au Mali et l'instabilité politique au Burkina Faso ».

Au Mali, « la présence de l'armée et de ses partenaires de la compagnie militaire privée russe controversée Wagner se limite aux zones urbaines tandis que les milices ne peuvent pas faire grand-chose de plus que récupérer du bétail errant », insiste M. Nsaibia.

PRÉSIDENTIELLE 2024 : UNE ÉLECTION, MILLE INCONNUES



MACKY SALL CANDIDAT. KARIM WADE, KHALIFA SALL ET OUSMANE SONKO HORS COURSE POUR LA PRÉSIDENTIELLE DE FÉVRIER 2024. C'EST UN SCÉNARIO PROBABLE. AVEC SES RISQUES ET PÉRILS. TOUS CES QUATRE LEADERS POLITIQUES SUSMENTIONNÉS POURRAIENT AUSSI ÊTRE SUR LA TOUCHE. UN AUTRE SCÉNARIO MÊME S'IL EST IMPROPRE. LE CAS ÉCHÉANT, POUVOIR ET OPPOSITION DITE SIGNIFICATIVE SERONT ALORS OBLIGÉS DE TROUVER EN LEUR SEIN DES CANDIDATS SUSCEPTIBLES DE REMPORTER CETTE ÉLECTION À PLUSIEURS INCONNUES ET AUX ENJEUX MULTIPLES.

Qui seront candidats à la prochaine élection présidentielle au Sénégal prévue au mois de février 2024 ? Mystère et boule de gomme. Entre le forcing annoncé et/ou presque validé du président sortant, Macky Sall en quête d'une 3ème candidature qu'il a juridiquement validée lui-

même mais qu'il peine à faire passer moralement ; Khalifa Ababacar Sall et Karim Meïssa Wade dont un recouvrement d'éligibilité semble dépendre des désidérata du Chef de l'Etat, qui l'agite quand il veut et comme il veut selon ses intérêts de l'heure en passant par Ousmane Sonko plombé par l'affaire Sweet Beauty avec ses multiples rebondissements donnant du tour-nis même au Temple du Thémis, le Sénégal a fini par s'installer dans une situation inédite à une année de l'échéance.

«L'Histoire ne se répète pas, elle bégaye». Cette célèbre maxime qu'on attribue à Karl Marx, s'applique à merveille au Sénégal, un pays de paradoxes et de reniements à volontiers. Puisque chez Ndoumbelane, vous pouvez ravalier vos vomis sans pour autant raser les murs. Dix (10) ans après la candidature contestée et contestable de Me Abdoulaye Wade qui a coûté 12 vies sénégalaises, l'histoire est en passe de se répéter. Son

successeur, Macky Sall, même s'il s'emmure dans son «ni oui, ni non», pose des actes allant dans le sens de vouloir briguer un 3ème mandat plein d'incertitudes. D'où cette démarche clinique pour faire adopter à l'opinion sa candidature. Pour l'heure, il a réussi à installer le débat et dans les médias et au sein de la classe politique(pouvoir et opposition). La seule grosse inconnue reste la masse silencieuse. Celle qui décide qui présidera aux destinées du Sénégal les 5 prochaines années. Et c'est cette masse silence qui se trouve flouer par des volte-face loufoques que la morale la plus vénielle réprouve. Dans plusieurs moments solennels, le Président de la République a répété à qui voulait l'entendre qu'il exercera un deuxième et dernier mandat s'il est réélu en 2019. Il l'a écrit dans son livre. Plusieurs autorités du pays l'ont soutenu en 2016, parmi lesquelles, on peut citer Aly Ngouille Ndiaye, Me Oumar Youm, Me Ousmane

SENEGAL

Sèye, Aminata Touré, Pr Ismaïla Madior Fall, Mame Mbaye Niang, Mahammed Boun Abdallah Dione etc.

Mais d'une manière chirurgicale, la plupart d'entre elles, sont en train de tourner casaque pour défendre une candidature de Macky Sall pour un 3ème mandat. Quid des alliés ? Aujourd'hui, il n'y a que Idrissa Seck qui entretient à un mystère. D'où l'absence remarquée du président du Conseil économique, social et environnemental lors du séminaire de la coalition Benno Bokk Yaakar qui a accouché d'une petite souris. Quant aux autres alliés (Ps, Pit, Ld, Afp...), ils semblent s'asseoir sur leurs principes et/ou valeurs qui jadis gouvernaient leur formation politique. Ils ont tous donné carte blanche à Macky Sall pour qu'il apprécie l'opportunité de se porter candidat ou pas en 2024.

Pendant ce temps, certains membres de l'APR ruminent leur colère, différent leurs ambitions et assistent impuissants au discours consistant à tout renvoyer au Conseil constitutionnel. Le tout juridique en marche ! Haro sur l'éthique et la morale !

Or, «le drame en Afrique et particulièrement au Sénégal, c'est que les juristes veulent faire



du droit tout en ayant des arrières pensées politiques», dixit, l'éminent professeur de droit Babacar Kanté de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. D'une manière plus triviale, l'ancien président de la République, Abdoulaye Wade soutenait ceci : «les constitutionnalistes sont comme des tailleurs. Il suffit juste de leur dire ce que vous voulez». L'actuel Garde des Sceaux ne nous démentira pas. Khalifa Ababacar Sall et Karim Meïssa Wade courent toujours derrière leur éligibilité. Depuis leur condamnation respectivement dans l'affaire de la caisse d'avance et par la cour de l'enrichissement illicite, ils sont privés de leurs droits civiques. De temps à autre, le Chef de l'Etat agite une loi d'amnistie pour les tirer d'affaire. Mais aussitôt après le débat se dégonfle et

l'espoir s'effondre. De son exil d'orée, le fils de l'ancien président de la République, commande ce qui reste de sa troupe au sein du Parti démocratique par la publication des communiqués. Quant à Khalifa Ababacar Sall, il a fini par comprendre que seule la lutte libre. D'où cette alliance contre nature avec Ousmane Sonko.

Si le leader de Pastef/Les Patriotes a déclaré déjà sa candidature à la présidentielle de février 2024, il pourrait être rattrapé par l'affaire dite Sweet Beauty, du nom de ce salon de massage où une jeune femme, Adjy Raby Sarr l'a accusé de viols à répétition. Une affaire à multiples rebondissements qui tient en haleine le landerneau politique sénégalais. En cas de procès ayant débouché sur la condamnation de Ousmane Sonko, il sera lui aussi éliminé de la course à la présidentielle. Toutefois, s'il s'en sort blanchi, il sera difficile de l'empêcher de s'installer sur le fauteuil du président de la République. Voilà autant d'équations auxquelles, le Sénégal est confronté en perspective de cette élection à multiples enjeux. Mais aussi à mille inconnues.

Ousmane GOUDIABY



OULD ABDEL AZIZ, L'HOMME QUI FAIT TREMBLER LA RÉPUBLIQUE ET MONTRER L'ADRÉNALINE POLITIQUE DE GHAZOUANI



**ON LE PRENAIT POUR POLITIQUEMENT MORT, MORALEMENT ABAT-
TU ET SUR LE POINT D'ÊTRE FINANCIÈREMENT FAUCHÉ, APRÈS LA
SAISIE DE SON EMPIRE MILLIARDS D'OUGUIYAS DÉPOSÉS DANS
DES COMPTES BANCAIRES À L'EXTÉRIEUR, DE BIENS IMMOBILIERS,
DE TROUPEAUX, DE PARCS AUTOMOBILES ET AUTRES.**

L'ancien président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz se préservera également de toute action susceptible de le reconduire dans l'enfer carcéral dans l'Ecole de police de Nouakchott, duquel, il a miraculeusement survécu après une année de contrôle judiciaire dans des conditions pénitenciaires draconiennes, avaient auguré les observateurs et les analystes. Mais tous ces calculs politiques donnant Ould Abdel Aziz hors du jeu politique, ne constituant plus aucune menace pour le pouvoir de son successeur, qu'il avait lui-même installé au palais présidentiel et lâché par ses partisans au sein de l'administration Etat, du parlement, des Conseils régionaux et des municipaux ainsi que

de simples citoyens se sont avérés faux.

En effet, comme un lion blessé, l'ex Chef de l'Etat n'a pas attendu longtemps, après son voyage dans la capitale française Paris, pour des raisons de convalescence, dit-on, pour faire montrer l'adrénaline politique au pouvoir du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et à tous ses piliers, lançant du coup avec succès son premier avertissement au régime de Nouakchott et promettant une guerre sans merci contre le pouvoir des « symboles ».

« Engagés pour une Mauritanie unie » voit le jour

La nouvelle qui équivaut à un

séisme pour les autorités de Nouakchott, qui pensaient avoir remporté leur bras de fer avec l'ancien président Aziz, après l'avoir contraint au silence au pays, a été incontestablement la naissance le 12 novembre dernier dans la capitale française de cette alliance, qualifiée par certains « des contraires » entre l'ex homme fort de Nouakchott et ses partisans parmi les FLAM, dite plateforme de concertation et de suivi sous le slogan « Engagés pour une Mauritanie unifiée » (EMU). Une coalition qui a lancé un appel à tous les citoyens mauritaniens épris de liberté, de justice et de paix à s'engager sincèrement en vue de refonder une Mauritanie unifiée et démocratique, une

Mauritanie dans laquelle chaque citoyen trouvera les droits, la tranquillité, l'espoir et la prospérité. Autant dire, un désaveu cinglant du régime de Ould Ghazouani «EMU» a dénoncé également le harcèlement et les restrictions imposées à la presse et aux médias indépendants à la lumière de la propagation de la corruption, du népotisme, du clientélisme, de la mauvaise gestion, de la détérioration des conditions de vie des citoyens, de l'inflation exponentielle et de l'augmentation de la pauvreté, en plus de la résurgence des tendances régionales, tribales, claniques et sectaires et leur forte prédominance sur la scène politique nationale.

OULD ABDEL AZIZ FLIRTE INDIRECTEMENT AVEC L'OPPOSITION INTÉRIEURE

De retour de Paris, l'ancien président a cherché à avoir, par main interposée, un pied dans l'opposition intérieure, quoique cette tentative non avouée ait été catégoriquement démenti par un haut responsable du parti islamiste Tawassoul.

La rumeur faisant état de ce flirt, est intervenue au début de décembre, attribue une invitation faite par Tawassoul à un certain nombre de partis politiques pour se concerter en vue de l'unité de « l'opposition » pour les prochaines élections. La présence à cette rencontre du président du parti Ribat national pour la cohésion nationale les droits et la construction des générations Said Ould Louleid, dont l'ancien président Aziz a appelé publiquement à Nouadhibou ses partisans à soutenir, sous-entendait celle de l'ex homme fort de Nouakchott.

D'ailleurs, des observateurs et des analystes de la scène politique avaient qualifié cette réunion, de nouvelle manœuvre de l'ex-président, après celle de Paris qui a scellé son alliance officielle avec les FLAM,.

« Il n'est pas exclu, il est même fort probable que cette nouvelle rencontre à Nouakchott soit la

suite logique de celle de Paris, dans l'esprit de la «remontada» pour le pouvoir à laquelle procède depuis son départ, l'ancien Chef de l'État », avaient souligné d'autres sources politiques.

AZIZ QUALIFIE LE POUVOIR DE GHAZOUANI DE RÉGIME DES CACIQUES

Ould Abdel Aziz avait vivement critiqué par ailleurs, dans son insurrection contre le régime mauritanien en place, Ould Cheikh Ghazouani, dans un meeting populaire organisé dans la capitale économique Nouadhibou, de pouvoir de caciques qui a muselé les voix et emprisonné les jeunes.

Je n'accepterai pas la poursuite de la dégradation de la situation économique et sociale des citoyens, a indiqué l'ex Chef de l'Etat, selon lequel, aucun domaine n'a été épargné par les contreperformances de l'actuel pouvoir.

Les libertés ont régressé, les pêcheurs ont souffert sous ce pouvoir, a-t-il lancé aux foules, les appelant à ne pas prêter l'oreille à ceux qui ont des intérêts dans l'Etat.

Le fait d'avoir installé l'actuel pouvoir est une simple erreur dont le peuple doit être conscient et œuvrer inlassablement pour élire des autorités capables de le servir, a-dit l'ancien président.

LE POUVOIR DE GHAZOUANI FAIT BOUGER LES LIGNES DE DÉFENSE CONTRE L'OURAGAN AZIZ

Il n'était pas question pour le régime de Ghazouani de laisser l'ancien président mener librement ses campagnes politiques hostiles à son pouvoir et anticipatives de sa volonté à revenir de force au palais. Il était alors urgent de déclencher des ripostes judiciaires et extrajudiciaires sporadiques et bien ciblées, pour intimider l'homme et son appel à l'opposition fascinant au régime de Ould Ghazouani qui suscite de

plus en plus de soutiens de tout bord.

PROCÈS IMMINENT DE OULD ABDEL AZIZ

Et comme concrétisation de cette contre-offensive, la première chose pour les ennemis jurés de Ould Abdel Aziz a été dans ce contexte précis, la surprenante plainte déposée contre lui par son ex belle fille et veuve Sara mint Sidi Ali, qu'il avait cooptée à son temps au poste convoité de Directrice générale de SNDE et dernièrement laquelle, pourraient se trouver des accointances avec le pouvoir de Ghazouani.

Cette dernière, veuve du président de Rahmaa de bienfaisance, en l'occurrence le fils de l'ancien président feu Ahmedou Ould Mohamed Ould Abdel Aziz, traduit son beau-père de la justice, à propos d'un différend sur l'héritage lui revenant ainsi qu'à son petit-fils.

Feu Ahmedou Ould Abdel Aziz est décédé dans un terrible accident de la route le 23 décembre de 2015, rappelle-t-on.

ANNONCE IN EXTRÉMIS DU PROCÈS DE L'EX CHEF DE L'ETAT

Les mauritaniens étaient certains que la Commission d'Enquête Parlementaire, le dossier de la décennie de corruption, la pléthore des avocats de la partie civile dirigée par Me Brahim Ebetty n'étaient tous qu'une mascarade politique et que juger, ce qu'ils pensent être « Ali Baba et les 40 voleurs », était un jeu malsain visant à reluire l'image d'un régime qui n'arrive pas à convaincre et dont le mandat sans acquis notoires rétrécit comme une peau de chagrin.

Mais, comme Aziz a commencé réellement a constitué une menace sérieuse pour le pouvoir de Ghazouani, il était urgent d'actionner les boucliers au plus vite, afin de ne pas être pris au dépourvu. C'est dans le cadre de cette psychose, que contre toute attente et

à la surprise générale, la justice mauritanienne a décidé dans un premier temps de mettre au jour et de transférer le fameux dossier de la décennie du tribunal correctionnel chargé dans la lutte contre la corruption et d'accélérer de manière simultanée, les procédures visant à fixer la date de comparution de l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz, devant le tribunal anti-corruption.

L'ANCIEN PRÉSIDENT ET SON CORTÈGE MOTORISÉ BLOQUÉS À L'ENTRÉE DE NOUAKCHOTT

Toujours dans le cadre de cette interaction verveuse du pouvoir de Ghazouani avec l'homme qui fait trembler son régime, des véhicules de la sureté avaient intercepté l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz et son cortège motorisé, à l'entrée de la capitale Nouakchott, en provenance de Nouadhibou. L'ex Chef de l'Etat et sa suite ont été bloqués au niveau du carrefour « El houtat » (poisson), près de l'hôtel Emira, entraînant un embouteillage au niveau de cette avenue. Le cortège a été immobilisé pendant près d'une heure de temps, avant qu'il ne soit autorisé à poursuivre son chemin.

UNE PEUR ANNONCIATRICE D'UN ÉCHEC CUISANT DU POUVOIR DE GHAZOUANI

L'équipe du pouvoir du président Mohamed Ould El-Ghazouani ne semble pas avoir le cœur d'un seul homme, dit un journaliste de la place, selon lequel, « au moment où la justice mauritanienne s'apprête à juger le président Mohamed Ould Abdel Aziz, le ministre de l'habitat nous sert des déclarations controversées, dans lesquelles, il met en cause la crédibilité et l'intégrité de la justice

mauritanienne ».

« Exactement, comme l'a fait avant lui, le président du Parlement, Cheikh Ould Baya, dans son interview accordée au magazine «Jeune Afrique» dans laquelle, il considère le dossier de la décennie comme étant une affaire politique ».



Le ministre de l'Habitat ne finira pas s'excuser, après avoir pris conscience de son excès de langage et compris qu'il avait mis le pouvoir de Ould El Ghazouani dans l'embarras

Ils ressemblent au mieux à une équipe de football où chaque élément joue individuellement, refusant de passer le ballon au mieux placé pour la tirer. Le sort d'une telle équipe est l'échec cuisant. Afin de sauver les meubles, le confrère suggère de changer l'équipe et son entraîneur (Premier ministre), qui continuent de nous entraîner d'un échec à un autre.

Cette menace que représente Ould Abdel Aziz pour le régime de Ould Ghazouani, ne serait-elle pas, le déclic de ses visites effectuées actuellement par le Président Ould El Ghazouani, qui s'est rendu récemment à Nouadhibou, comme pour effacer le passage populaire de son ennemi juré ?

Les tournées attendues ce week-end de Ghazouani dans les wilayas de l'Assaba, ne s'inscrivent-elles pas aussi dans le même cadre, pour anticiper le cycle politique Aziz qui vient de loin et qui s'annonce dangereux à l'aube des élec-

tions législatives, régionales et municipales de février prochain ?

L'INTERDICTION À L'EX-PRÉSIDENT DE PARTICIPER À TOUT MEETING

L'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz a été empêché ce samedi de se diriger vers Rosso, la capitale de la wilaya du Trarza, où il devait assister à un rassemblement auquel il est été convié par des leaders de la plateforme de concertation «

Engagés pour une Mauritanie Unie », rappelle-t-on

le samedi soir des unités de police ont encerclé l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz et certains de ses collaborateurs au siège du parti Ribat pour la cohésion nationale les droits et la construction des générations à Nouakchott.

La police avait empêché l'ancien président et certains membres du parti de quitter le siège pendant une demi-heure environ, a affirmé le président du collectif de défense de l'ancien président, Me Mohamed Ould Ichedou.

Elle a encerclé également le siège de la section du parti Ribat, dans lequel Ould Abdel Aziz s'est rendu pour tenir une conférence de presse, a ajouté l'avocat.

Il faut s'en rendre compte qu'autant de questions qui conduisent les observateurs à rappeler le célèbre adage pour décrire le duel des titans Aziz-Ghazouani : il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué !

A bon entendeur salut !

MN

CES ÉVÈNEMENTS QUI ONT MARQUÉ L'ANNÉE 2022 EN AFRIQUE DE L'OUEST



Au Coeur de l'Actu, POINTS CHAUDS revient sur quelques événements marquants de l'année 2022 en Afrique de l'Ouest. Dans ce numéro, les deux coups d'Etat au Burkina Faso à l'initiative d'Accra, en passant par l'imbroglio diplomatique autour des 49 soldats ivoiriens arrêtés au Mali. Aujourd'hui, nous nous intéressons à l'actualité dans le Sahel et dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest.

En effet, tout a commencé au mois de janvier quand le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) dirigé par le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba a annoncé avoir renversé le régime démocratiquement élu

du président Roch Kaboré.

«Le Mouvement qui regroupe toutes les composantes des Forces de défense et de sécurité a ainsi décidé de mettre fin au pouvoir de M. Roch Marc Christian Kaboré ce 24 janvier 2022. Une décision prise dans

le seul but de permettre à notre pays de se remettre sur le bon chemin et de rassembler toutes ses forces afin de lutter pour son intégrité territoriale, son redressement et sa souveraineté.»

Hui mois plus tard, le 30 septembre 2022 précisément, un second coup d'Etat intervient au Burkina Faso. Il est dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré.

C'est bien aux environs de 20 h qu'un groupe de militaires s'était présenté à la télévision publique pour annoncer la destitution du président Damiba à la tête de la transition burkinabé lancée le 25 janvier.

«Le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba est démis de ses fonctions de président du MPSR. Le capitaine Traoré Ibrahim est nommé président du MPSR pour compter de ce jour», avait déclaré un porte-parole de l'armée.

QUI EST LE CAPITAINE IBRAHIM TRAORÉ ?

Le capitaine Ibrahim Traoré est celui-là même qui avait dirigé les opérations qui avaient renversé le président Roch Marc Kaboré et porté le colonel Damiba à la tête du MPSR.

BROUILLE DIPLOMATIQUE ENTRE BAMAKO ET ABIDJAN

Le 10 juillet 2022, 49 soldats ont été arrêtés à leur arrivée à l'aéroport de Bamako.

Les autorités ivoiriennes affirment que ces soldats ivoiriens étaient allés au Mali en appui au contingent ivoirien de la MI



LE CAPITAINE SITSORÉ KADER OUÉDRAOGO SE PRONONCE AU NOM DE CE MOUVEMENT.

NUSMA, la mission de l'ONU dans le pays.

C'est le début d'une brouille diplomatique entre la Côte d'Ivoire et le Mali.

Par conséquent, ils ont été immédiatement interpellés, leurs armements, munitions et équipements ont été saisis», explique le porte-parole du gouvernement malien, le colonel Abdoulaye Maiga.



«Grâce au professionnalisme des forces de défense et de sécurité maliennes, il a été établi que les 49 militaires ivoiriens se trouvaient illégalement sur le territoire national du Mali.

S'exprimant à ce sujet en août 2022, le président ivoirien Alassane Ouattara était plutôt optimiste quant à une issue heureuse à cet incident.

ABONNEZ-VOUS

Abonnez-vous à l'offre « GLOBALE » pour toute souscription à un abonnement de soutien

POINTS CHAUDS Mag

LE MAGAZINE QUI DONNE DU
SENS A L'ACTUALITE AFRICAINE.et
MAGREBINE



Abonnez-vous à l'offre « GLOBALE » pour un simple **abonnement de soutien** en souscrivant à un abonnement de soutien de **500£**, vous bénéficiez de l'offre « GLOBALE » l'offre « GLOBALE » c'est en plus du **Magazine Points Chauds**, est aussi de recevoir les versions papier, chez soit et digitale par email, de hebdomadaire Arabe et Français, la consultation directe et gratuite en ligne, l'infos sur www.pointschauds.info et www.alhaqaiq.info avec l'accès aux archives intégrales des trois publications. L'offre est valable pour toute l'année 2022

BULLETIN D'ABONNEMENT

à compléter et à envoyer par E-mail : 6msenscom@gmail.com ou à contacter directement le service commercial ou Tél : +222 46575702 / whatsapp : +222 44800707

Oui

Je souhaite souscrire un abonnement de soutien et bénéficier de l'offre GLOBALE pour 500 £

Oui

Je souhaite souscrire un abonnement simple et bénéficier uniquement de publication points chauds pour 300 £

J'indique mes coordonnées

Nom Prénom
Société Fonction
Adresse
Code postale / / / / / Ville
Pays Tél
E-mail

Je joins mon règlement par

Virrement ou chèque bancaire de 6eme sens communication
N° Cpt 1002052 BPM
Carte Bancaire N° / / / / / / / / / /
☐ VISA ☐ MC ☐ AME date de veridation / / / / /

Signature obligatoire

je souhaite recevoir une facture acquittée

Conformément à la législation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toute information vous concernant



L'INITIATIVE D'ACCRA S'ENGAGE CONTRE LE TERRORISME

«Les choses évoluent bien. J'ai eu la visite hier du président Faure Gnassingbé, comme vous savez, qui est le facilitateur, médiateur pour m'informer de l'avancée des choses. Nous pensons que, très rapidement, nous aurons sans doute, un heureux aboutissement».

En septembre, la médiation togolaise réussit à obtenir la libération des 3 femmes faisant partie des 49 soldats ivoiriens. Les autres restent en détention.

Un autre sujet qui a retenu notre attention pour l'année

2022, c'est la rencontre des pays membres de l'initiative d'Accra, à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Burkina Faso, le Togo et le Bénin.

Deux autres pays y avaient participé à titre d'observateurs, le Mali et le Niger, ainsi que des dirigeants européens.

La menace djihadiste, qui s'étend du Sahel vers les côtes du Golfe de Guinée, était la préoccupation centrale de la réunion comme le soulignait le président ghanéen Nana Akufo-Addo.

«Notre évaluation indique que le soutien des membres de la communauté internationale sera nécessaire mais nous restons fermes dans notre engagement à assumer une plus grande partie de la responsabi

lité requise, tout en engageant des partenaires internationaux qui sont prêts à respecter notre statut d'initiatives locales. J'ai l'espoir et la certitude qu'à l'issue de cette conférence, nous renforcerons encore notre

coopération pour soutenir l'initiative d'Accra afin de lutter contre le débordement du terrorisme de la région du Sahel vers l'Afrique occidentale cô-

tière. Il est de notre intérêt collectif que nous réussissions à cet égard.»

Analyse du journaliste Sidy Kaba, Spécialiste des questions de sécurité

Que peut-on retenir de l'actualité de 2022 dans le Sahel et surtout dans la zone des 3 frontières ?



Il faudra sans doute de façon incontestable retenir la décision de la France de se retirer du Mali. Une décision prise en février.

Et comme on sait, à la suite de cette annonce le 15 août 2022, le dernier soldat français a quitté le territoire malien pour passer du côté de la frontière nigérienne.

Que pensez-vous de cette réorganisation de Barkhane ?

D'abord, sur le plan de son retrait, il y a eu des conséquences parce que toutes les emprises qui au Mali qui ont été laissées par la force Barkhane n'ont pas été entièrement réoccupées.

Ce qui a fait que ce vide a profité à l'état islamique, principalement l'état islamique au grand Sahara qui s'est réorganisé, qui est devenu très actif au niveau des trois

frontières.

Le deuxième enseignement, c'est après le retrait du Mali, il y a un changement de paradigmes. Désormais, la force française va avoir des coopérations bilatérales avec les différents pays, le Niger et le Burkina.

Et le deuxième enseignement principal, c'est l'extension de la force au-delà du Sahel vers les pays du golfe de Guinée parce que la force va désormais accompagner des pays comme le Bénin, comme le Togo et principalement la Côte d'Ivoire qui sont des pays du golfe de Guinée qui subissent eux aussi aujourd'hui la menace terroriste.

Est-ce que l'initiative d'Accra prend au sérieux la menace djihadiste vers la côte ?

Oui ! Elle a eu du mal à prendre ça au sérieux parce que comme on sait, l'initiative d'Accra a été créée en 2017 mais c'est cette année seulement qu'elle est devenue vraiment très active, qu'elle a commencé à prendre conscience que la menace qui concerne le Sahel concerne aujourd'hui les pays du golfe de Guinée.

Et cette prise de conscience même si elle est tardive est très utile parce que les pays ont décidé de mutualiser leurs moyens en termes de renseignements, en termes d'organisations, en termes d'opérations qui vont être amenés à être conduites. Et aujourd'hui, il y a une montée en puissance de cette initiative d'Accra qui regroupe principalement des pays du golfe de Guinée.

Et une volonté aussi de l'initiative d'Accra de se rapprocher des pays du Sahel pour tirer les enseignements de ce qui n'a pas marché au Sahel. Et puis pour mieux coordonner entre les pays du Sahel et les pays de l'initiative d'Accra.

A mon avis, ça peut être un avantage, ça peut être porteur si les pays de l'initiative d'Accra et ceux du Sahel se rapprochent pour répondre ensemble à la menace djihadiste parce que comme on sait, désormais comme la menace est devenue transnationale, toute réponse efficace ne peut être que transnationale, associant à la fois les pays du golfe de Guinée et les pays du Sahel.

Procès des événements du 28 septembre 2009 à Conakry
La Guinée est également dans cette rétrospective de l'année 2022 avec le début à Conakry du procès des événements du 28 septembre 2009.

C'est l'aboutissement d'un long processus, a indiqué pour la circonstance, Elyse Kepler, directrice associée du programme de justice internationale au niveau de Human Rights Watch.

«Peu de temps après les crimes, les victimes ont fait pression pour obtenir justice pour ces crimes.

Les autorités guinéennes se sont très tôt engagées à enquêter et à engager des poursuites. La Cour pénale internationale ayant indiqué que si elles ne le faisaient pas, elle ouvrirait une enquête. Au fil des ans, des progrès ont été accomplis en matière de justice mais aussi de grands défis à relever pour faire avancer ce processus», explique Mme Kepler.

«Au début, les juges ne disposaient même pas des ressources de base pour mener à bien leur travail et les victimes qui tentaient de donner des informations aux juges étaient confrontées à des problèmes de sécurité car elles se trouvaient dans un bureau où opérait également les forces de sécurité», poursuit-elle.

«Mais petit à petit, nous avons vu les juges faire preuve de courage, recueillir les témoignages des victimes et petit à petit émettre des actes d'accusations pour différents mis en cause. Pendant ce temps-là, la Cour pénale internationale a continué à visiter le pays et à évaluer les progrès ce qui, selon nous, a été un facteur-clé pour aider à faire avancer ce processus», conclut-elle.

LIBÉRATION D'UN OTAGE ALLEMAND DÉTENU AU SAHEL DEPUIS 2018

L'humanitaire allemand Jörg Lange, âgé de 63 ans, a été libéré samedi après avoir été otage pendant quatre ans et demi au Sahel, a annoncé samedi son ONG, Help.

«Nous sommes très soulagés et reconnaissants que notre collègue, après plus de quatre ans et demi, puisse retourner auprès de sa famille», a réagi samedi 10 décembre la directrice générale

de l'ONG Help, Bianca Kaltschmitt, dans un communiqué, à la suite de l'annonce de la libération de Jörg Lang, un humanitaire allemand otage au Sahel depuis 2018.

L'ONG «remercie vivement toutes les personnes qui ont contribué à cette libération ou qui l'ont soutenue, en particulier la cellule de crise du ministère des Affaires étrangères, la police criminelle, ainsi que les autorités et des amis au Mali, au Niger et dans les pays voisins».

D'après l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, c'est grâce aux services secrets marocains et à leurs contacts avec des groupes jihadistes dans le Sahel que cette libération a pu avoir lieu. Selon le journal, s'appuyant sur des «sources sécuritaires», Jörg Lange «se porte bien, compte tenu des circonstances». Il aurait été rapatrié en Allemagne à bord d'un avion de l'armée.

Quatre otages occidentaux encore détenus au Sahel
Jörg Lange avait été enlevé le 11 avril 2018 dans l'ouest du Niger par des hommes armés à moto près d'Ayorou, dans une région frontalière du Mali en proie à des attaques jihadistes récurrentes. Son chauffeur nigérien avait été libéré peu de temps après.

Selon la presse allemande, Jörg Lange aurait été vendu après son enlèvement au groupe jihadiste «État islamique dans le Grand Sahara» (EIGS). Ses ravisseurs avaient exigé une rançon d'un

montant à sept chiffres et envoyé plusieurs vidéos de l'humanitaire, dans lesquelles il appelait le gouvernement allemand à ne pas faire traîner les négociations.

Selon Der Spiegel, Berlin avait envisagé de le faire libérer par une unité d'élite de la Bundeswehr, les forces spéciales de la KSK, mais y avait renoncé en raison des risques trop grands d'une telle opération.

Au moins quatre otages occidentaux sont encore détenus au Sahel, selon un décompte ne recouvrant que les cas rendus publics par leur entourage ou leur gouvernement : le Français Oli-



vier Dubois, enlevé le 5 mai 2021, l'Américain Jeffery Woodke (14 octobre 2016), l'Australien Arthur Kenneth Elliott (15 janvier 2016) et le Roumain Iulian Ghergut (4 avril 2015).

Un autre Allemand, le père Hans-Joachim Lohre, dont on est sans nouvelles depuis fin novembre est largement considéré comme ayant été enlevé, bien qu'aucune revendication n'ait été rapportée. Ce prêtre catholique devait célébrer la messe dans un quartier de Bamako mais avait disparu dans la soirée, un probable rapt à caractère exceptionnel dans la capitale malienne.

CRISE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ESPAGNE : PAS DE SOLUTION AVANT LE DÉPART DE PEDRO SÁNCHEZ



Les relations diplomatiques entre l'Algérie et l'Espagne traversent une période très difficile. Depuis plusieurs mois, l'Algérie a pris des mesures contre ce pays suite au changement de sa position par rapport à la question du Sahara occidental.

Ces mesures ont lourdement impacté l'économie espagnole, ce qui a amené les hommes d'affaires du royaume à réclamer le règlement du conflit. Cependant, cette crise n'est pas prête d'être réglée. En effet, selon le journal espagnol *El Independiente*, le conflit ne sera pas réglé avant le départ du président du gouvernement espagnol Pedro Sánchez.

Ce journal revient sur les prémices de la crise entre les deux pays. « L'année s'achève sur une crise non résolue, celle déclenchée par le gouvernement espagnol lorsqu'il a choisi en mars de soutenir les thèses marocaines dans le différend sur le Sahara occidental ». Il reproche au gouvernement de ne pas répondre à ses interrogations. « Les questions qu'il pose ont été répondues publiquement par le ministre des Affaires étran-

gères, de l'Union européenne et de la Coopération dans les différentes enceintes où elles ont été soulevées », indique le ministère Affaires étrangères dirigé par le socialiste José Manuel Albares.

Cependant le journal souligne que ces réponses du ministère sont en fait des réponses sans réponse. Concrètement, le ministère ne répond pas vraiment à ces questions de fond concernant la crise avec l'Algérie. Ainsi, des interrogations telles que : « quels canaux sont encore ouverts avec l'Algérie pour résoudre la crise entre les deux pays ? Où en est la possible résolution du conflit diplomatique et commercial entre l'Espagne et l'Algérie ? Confirmez-vous que le blocus commercial de l'Algérie vers l'Espagne est toujours en vigueur ? Quels résultats la demande d'aide envoyée

par votre ministère à la Commission européenne après le blocus commercial a-t-elle donné ? » restent toujours en suspend.

Ce journal conclut que la situation entre les deux pays n'a pas évolué d'un iota depuis. Il affirme que certaines sources en Algérie indiquent qu'il « n'y a pas eu de changement, si ce n'est que certaines entreprises ont trouvé un moyen de contourner les restrictions via des pays tiers ». *El Independiente* conclut que selon ses informations il n'y aura pas de progrès tant que Pedro Sánchez restera à la tête du gouvernement espagnol. Il ajoute que les autorités algériennes sont convaincues que seul un nouveau gouvernement en Espagne pourra ouvrir la voie à la réconciliation.

GAZ ALGÉRIEN: LE PRÉSIDENT TEBBOUNE VEUT AUGMENTER LA PRODUCTION

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a chargé, lors d'une réunion du Conseil des ministres, d'augmenter le niveau de production de gaz, notamment en vue d'accroître les exportations. «Le président Tebboune a enjoint le ministre de l'Energie et des Mines d'œuvrer à hisser le niveau de production de gaz, en vue de préserver la moyenne nationale de consommation, d'une part, et de renforcer l'exportation, d'autre part, en exécution des engagements pris par l'Algérie vis-à-vis de ses partenaires étrangers», a écrit l'agence Algérie Presse Service.



Le 13 décembre, le président algérien a réitéré la volonté de l'Algérie de doubler sa production de gaz destiné exclusivement à l'exportation. Il a estimé la production de gaz du pays à quelque 102 milliards de m3 et a exprimé l'espoir que les exportations de gaz pour-

raient atteindre 100 milliards de m3 l'année prochaine. Selon lui, l'Algérie est un partenaire énergétique très fiable pour l'Europe. L'Algérie figure parmi les principaux exportateurs de gaz vers les pays européens. (Tass)

BANQUE D'ALGÉRIE: LES RÉSERVES DE CHANGES S'ÉLÈVENT À 60 MILLIARDS DE DOLLARS

Les réserves de changes de l'Algérie s'élèvent à 60 milliards de dollars ce qui équivaut à une année et demi d'importations, a indiqué, ce lundi 26 décembre, le Gouverneur de la Banque d'Algérie M. Salah Eddine Taleb.



La Banque d'Algérie a lancé en juillet 2021 le programme de refinancement d'une valeur de 2 100 dinars au profit de banques, afin de fournir plus de liquidités financières pour soutenir l'activité économique dans le pays, a déclaré Sa-

lah Eddine Taleb, à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la création de la Banque d'Algérie.

L'Algérie enregistre pour la première un descendant dans la

balance des paiements depuis 2014, grâce à une politique monétaire pragmatique utilisée par la banque d'Algérie, notamment le taux de change comme outil pour réduire l'inflation importée et préserver le

MAROC / USA – LE BUDGET DÉFENSE 2023 PARAPHÉ PAR BIDEN MAINTIENT INCHANGÉE « LA COOPÉRATION MILITAIRE AMÉRICANO-MAROCAINE »



C'EST OFFICIEL. LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN JOE BIDEN A SIGNÉ VENDREDI DERNIER LA LOI SUR L'AUTORISATION DE LA DÉFENSE NATIONALE (NDAA) POUR L'EXERCICE 2023, UNE LOI QUI MAINTIENT LA COOPÉRATION ENTRE LES ETATS-UNIS ET LE ROYAUME MALGRÉ LES MANŒUVRES DES ENNEMIS DE L'INTÉGRITÉ TERRITORIALE DU MAROC.

L'une des dispositions de la NDAA, qui a suscité des inquiétudes pour la Maison Blanche, selon un communiqué de la Maison Blanche daté du 23 Décembre 2022, était l'article 1209 lequel vise « à faire pression sur l'administration Biden et le Maroc » pour mettre un terme à la coopération

militaire bilatérale.

La pression est venue d'un groupe de sénateurs, en particulier de James Inhofe, aujourd'hui à la retraite, qui a appelé à arrêter les dépenses américaines en exercices militaires avec le Maroc pour forcer Rabat à négocier sa souveraineté sur le Sahara.

certaines autres sénateurs, qui ont tenté désespérément de convaincre l'administration Biden de revenir sur « la reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur le Sahara », ont récemment demandé la recherche de sites militaires africains « alternatifs » pour accueillir l'exercice annuel 'African Lion' au lieu du Maroc.

Cependant, Washington a confirmé récemment que les exercices militaires auront bien lieu au sud du Maroc l'année prochaine en juin.

« L'exercice annuel offre des opportunités inégalées de participation et de coopération sur le continent africain. Alors que le Maroc est le point d'ancrage de l'exercice, les autres nations, connues sous le nom de rayons, continuent d'augmenter leur taille et leur contribution à l'ensemble de l'exercice », a déclaré en octobre un porte-parole de la Force opérationnelle sud-européenne de l'armée américaine en Afrique.



DEUX ANS APRÈS, LES MAROCAINS TOUJOURS VENT DEBOUT CONTRE LA NORMALISATION MAROC-ISRAËL



ALORS QUE LE MAROC ET ISRAËL CÉLÈBRENT LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA REPRISE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LES DEUX PAYS, DE NOMBREUSES MANIFESTATIONS CONTRE LA NORMALISATION ONT ÉTÉ ORGANISÉES DANS PLUSIEURS VILLES DU ROYAUME.

Le deuxième anniversaire du rapprochement Maroc-Israel a été marqué par de nouvelles manifestations contre la normalisation des relations entre les deux pays qui ont lieu samedi dans 30 villes marocaines, dont Tanger, Agadir, Meknès et Rabat. Ils étaient plusieurs centaines de Marocains à participer à ces manifestations organisées en signe de protestation contre la normalisa-

tion des relations avec Israël. « Le peuple veut faire tomber la normalisation », scandaient-ils. Aussi, ont-ils brandi des banderoles avec des messages de soutien à la Palestine et agité le drapeau palestinien. Des images diffusées en ligne montraient également des drapeaux israéliens brûlés lors des manifestations.

Dans un communiqué, le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation a déclaré que ces protestations sont les conséquences de cette normalisation. Les manifestants ont exprimé leur « rejet de toute forme de normalisation », réaffirmé leur « soutien inconditionnel à la résistance palestinienne » et condamné par ailleurs la « précipitation du gouvernement à tomber dans les bras de l'ennemi sous prétexte de troquer la question palestinienne avec nos questions nationales », ajoute la même source. « Les ma-

nifestations ont été organisées pour montrer que la cause palestinienne reste dans la conscience du peuple marocain, comme l'ont démontré les joueurs de l'équipe nationale lors de la Coupe du monde au Qatar », a déclaré au site Al-Araby Al le coordinateur du Front, Tayeb Medmad.

Sous l'égide des États-Unis, le Maroc a normalisé ses relations avec Israël le 10 décembre 2020 en échange de la reconnaissance américaine de la marocanité du Sahara. Douze jours plus tard, le gouvernement marocain a signé une « déclaration conjointe » avec Israël et les États-Unis, lors de la première visite d'une délégation officielle israélo-américaine à Rabat. Depuis, les relations entre les deux pays se renforcent, mais l'opposition à leur rapprochement ne faiblit pas.

BILADI

AL-MANFI DISCUTE DE LA SITUATION SÉCURITAIRE ET MILITAIRE AVEC LE CONSEIL DE DÉFENSE



Le président du Conseil présidentiel, le Commandant suprême de l'armée libyenne, Mohammed Al-manfi, a tenu lundi une réunion avec les membres du Conseil de défense et de sécurité pour discuter de la situation sécuritaire et militaire en Libye.

Le service de presse du président du conseil présidentiel a indiqué que la réunion qui s'est tenue dans la capitale Tripoli

comprenait le chef d'État-major général, le Premier Lieutenant-Général Mohammed Al-Haddad, le chef du Service Général de Renseignement, le Lieutenant-Général Hussein al-aeb, le ministre de l'Intérieur Imad al-Trabulsi, le chef d'état-major des forces terrestres, le Major-Général Vitori Grebel, et le chef du Service de Sécurité Intérieure, le Major-Général Lotfi Al-Harari. Dans un contexte distinct, des manifestations ont éclaté dimanche dans la ville d'al-Zawiya pour protester contre la détérioration de la situation sécuritaire dans la ville, qui a entraîné la mort d'une famille dans la ville d'al-Zawiya. Le conseil municipal a appelé aux efforts concertés de toutes les agences de sécurité pour étendre la sécurité et lutter contre la criminalité avant qu'elle ne se produise.

Le conseil municipal de Zawiya a déclaré dans un communiqué que la situation sécuritaire dans la ville s'était détériorée au point de commettre un meurtre délibéré et de liquider toute une famille. Le Conseil municipal a souligné les efforts de la Direction de la sécurité, appelant aux efforts concertés de toutes les autres agences de sécurité et à ce qu'elles assument toutes leurs responsabilités dans la mise en place de la sécurité et de la Loi, la pleine coopération avec la Direction de la sécurité et la lutte contre la criminalité avant qu'elle ne se produise. Le Conseil municipal a exhorté les ministères de l'Intérieur et de la Défense à assumer la responsabilité du maintien de la sécurité de la Patrie, du citoyen et de ses biens

“DERNIÈRE OPPORTUNITÉ” D’ORGANISER DES ÉLECTIONS, SELON LE COMMANDANT LIBYEN

Le vote pour guérir le pays en crise devait avoir lieu il y a un an

Les forces politiques libyennes ont une dernière chance de jeter les bases de la tenue d’élections dans ce pays déchiré par la guerre, a déclaré samedi le commandant de l’Armée nationale libyenne (ANL), le maréchal Khalifa Haftar. Ses commentaires sont intervenus un an après que les autorités électorales du pays ont dû reporter le vote en raison de différends entre factions rivales sur la manière de le mener.

Dans un discours prononcé dans la ville de Benghazi à l’occasion du jour de l’indépendance de la Libye, Haftar, dont les forces contrôlent effectivement la partie orientale du pays, a déclaré que le « Commandement général [of LNA] annonce une dernière opportunité pour les parties en conflit d’élaborer une feuille de

route viable et de tenir des élections générales.

Le maréchal a noté que “les Libyens sont les seuls capables de résoudre leur problème et de parvenir à un seul État libyen unifié”, rapportent les médias locaux. Haftar a également souligné la nécessité de “répartition équitable des revenus pétroliers” parmi les citoyens de la nation.

Ses propos interviennent après qu’Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général de l’ONU pour la Libye, a appelé tous les dirigeants du pays à faire des efforts pour résoudre la crise et éviter “Une action d’escalade qui menacerait la stabilité et l’unité déjà fragiles de la Libye.”

La Libye est en proie à une crise depuis 2011, lorsqu’un coup d’État soutenu par l’OTAN a renversé le

dirigeant de longue date du pays, Mouammar Kadhafi, qui a ensuite été assassiné. Après plusieurs années d’affrontements violents, les forces rivales orientales et occidentales ont réussi à établir un cessez-le-feu et ont créé un gouvernement intérimaire d’unité nationale tout en acceptant de tenir des élections le 24 décembre 2021. Cependant, le vote a été reporté à plusieurs reprises car les deux parties sont restées à couteaux tirés sur les règles exactes, y compris celles relatives à la vérification des résultats, à l’arbitrage des différends, à l’application du résultat et à l’éligibilité des principaux candidats, qui comprenaient un certain nombre de personnalités controversées. .

HBI CONCESSIONNAIRE D'AUTOMOBILES





NAVARA
READY TO WORK

Avenue Bourguiba 1958, Rue 22-006 Nouakchott-Mauritanie
Tel. +222 45 25 64 76 - 33 00 43 44 - hbi@hbi-mr.com

TUNISIE: NOUVELLE CRISE POLITIQUE À L'HORIZON?



La Tunisie entre-t-elle dans une nouvelle crise politique avec le dernier taux de participation au scrutin législatif inférieur à 9 % ? Après l'annonce de ce chiffre, l'opposition a appelé au départ de Kaïs Saïed dont la légitimité est de plus en plus mise à mal. L'homme avait basé sa prise de pouvoir du 25 juillet 2021 sur un péril imminent qui menaçait le pays et le soutien populaire dont il bénéficiait, ayant été élu avec plus de 72% des voix en 2019. Aujourd'hui, ce soutien s'est érodé comme le confirme la forte abstention, aussi liée à la situation économique critique dans le pays

Toujours aucun mot du président de la République face au taux d'abstention record pour le dernier scrutin législatif. Mais chez ses soutiens fidèles et aujourd'hui candidats pour certains, pas de crise de légitimité. Des militants de la première heure comme les candidats Faouzi Daas et Ahmed Chaftar, qui sont tous deux en lice pour le second tour, se sont félicités de leurs résultats.

De l'autre côté, l'opposition reste dispersée malgré l'appel du parti Ennahda à rassembler les forces politiques et sociales pour un meilleur futur. Beau-

coup sont unanimes sur la nécessaire démission du président Kaïs Saïed, selon eux, et certains préparent même l'après comme le parti Afek Tounes qui réclame la mise en place un gouvernement d'urgence économique.

Mais ces invectives restent pour le moment peu audibles dans un contexte où l'abstention des Tunisiens n'est pas corrélée à une manifestation massive contre Kaïs Saïed ou à une chute vertigineuse de sa popularité.

Beaucoup de Tunisiens sont surtout désengagés du fait politique face à des préoccupations économiques qui pèsent de plus en plus lourd. Le secteur du lait prédit une nouvelle pénurie dans les jours à venir. Une tension de plus qui vient s'ajouter à ce contexte post-électoral tendu.

Les résultats préliminaires des législatives doivent être annoncés ce lundi 19 décembre.

TUNISIE : DE NOUVELLES TAXES POUR SOUTENIR LE BUDGET 2023

Le budget exercice 2023 de la Tunisie a été dévoilé lundi. Il sera soutenu notamment par de nouvelles taxes fiscales dont un impôt sur la fortune immobilière de 0,5% alors que le gouvernement prévoit une baisse du déficit budgétaire à 5,2% du PIB. Les besoins en termes de financement sont de l'ordre de 7,5 milliards d'euros pour 2023.

«Sur cette base, et compte tenu du remboursement, des prêts et des avances, le montant du budget pour l'année 2023 sera de 69,914 milliards de dinars (environ 22,4 milliards de dollars), contre 60,820 milliards de dinars (environ 19,5 milliards de dollars) pour la loi de finances rectificative pour l'année 2022.», a déclaré Sihem Boughdiri, ministre des Finances de la Tunisie.

Pour tenter de combler son gap, Tunis vise devrait solliciter plus de quatre milliards d'euros à l'extérieur et environ trois milliards d'euros sur le marché local. Alors que pour l'année à venir, le pays fera face à une inflation à deux chiffres.

«Quant à l'inflation, elle reste malheureusement élevée, le taux prévu pour l'année 2022 est de 8,3%, et le taux prévu pour l'année 2023 est de 10,5%.», a expliqué Samir Saïed, ministre tunisien de l'Économie.

Selon la loi des finances 2023, les paiements en espèce d'un montant équivalent ou supérieur à 1500 euros seront passibles d'une amende de 20% de la somme payée. Le document prévoit également une augmentation de la TVA de 13% à 19% pour certaines professions libérales tels que les avocats, les huissiers et les traducteurs.

Le budget a été élaboré sur la base d'un prix moyen du baril de pétrole de 89 dollars et un prêt du FMI quelque 1,9 milliard de dollars attendu depuis 3 ans.

TUNISIE: LE PARTI ENNAHDHA SECOUÉ PAR UNE VAGUE D'ARRESTATIONS



La tourmente judiciaire se poursuit pour le parti Ennahdha. Depuis plusieurs mois, le mouvement islamiste est dans le collimateur de la justice tunisienne. Cité dans plusieurs dossiers sensibles, le parti, qui était encore il y a peu la première force politique du pays, vit désormais au rythme des arrestations.

C'est le dernier épisode d'une longue série d'arrestations. Ali Larayedh, ancien Premier ministre tunisien, a de nouveau été arrêté en début de semaine. En septembre dernier, ce cadre d'Ennahdha, qui fut par ailleurs aussi ministre de l'Intérieur, avait déjà été placé en détention préventive avant d'être relâché.

Rached Ghannouchi, président du mouvement, quant à lui, a été entendu 6 fois et relâché à chaque fois. Le leader historique du parti devrait être à nouveau convoqué par la justice dès la semaine prochaine. En attendant, ses comptes ont été bloqués pour soupçons de blanchiment d'argent.

Mais les deux hommes sont surtout cités dans plusieurs

dossiers relatifs à la sécurité intérieure du pays, et notamment dans l'affaire emblématique d'envoi de milliers de jihadistes tunisiens sur les terrains de guerre syriens, irakiens ou encore libyens au début des années 2010, du temps où le parti était aux affaires en Tunisie.

La justice les soupçonne aussi d'être derrière les assassinats des opposants Chokri Belaid et Mohamed Brahmi, tous deux tués en plein Tunis en 2013.

« Il a des ressources »

Pris dans une tourmente judiciaire, le mouvement islamiste dénonce des accusations fantaisistes d'une justice qui serait, selon lui, aux ordres du président Kaïs Saïed qui dispose des pleins pouvoirs depuis un an et demi.

En retrait relatif depuis 2021, le parti aura-t-il la possibilité de revenir sur le devant de la scène politique tunisienne malgré tous ces scandales ? « Il ne va plus bénéficier de l'électorat au-delà de son noyau dur pour les années à venir mais il peut rebondir sous une autre forme. Il a des ressources », explique la militante tunisienne, Nadia Chaabane.

HOMMAGE

Feu Ahmed Hamza

UN PATRIOTE QUI MÉRITE UN HOMMAGE POSTHUME DE PORTÉE NATIONALE

IL Y A DES DÉPARTS DANS CETTE VIE QUI SUSCITENT UN ÉLAN DE COMPASSION ET DE REGRET D'ENVERGURE NATIONALE. FEU AHMED OULD HAMZA FAIT INCONTESTABLEMENT PARTIE D'EUX, EN LAISSANT PARTOUT DES ORPHELINS POLITIQUES, MÉDIATIQUES, CULTURELS ET SOCIAUX QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE SON PATERNALISME, INCARNÉ PAR SON SOUTIEN INFAILLIBLE ET CONSTANT À LEUR LUTTE POUR MENER À BIEN LEURS CAUSES



Maire de Tevragh-Zeina et président de l'Alliance française de Nouakchott,

Membre d'honneur des Cités et Gouvernements Elus Locaux Unis d'Afrique (CGLU), Ould Hamza était très actif dans les réseaux de gouvernance locale. Au niveau de son pays, il était notamment président de la Fédération des industries et mines (FIM) au sein du Conseil national du patronat de Mauritanie (CNPM), chargé des relations extérieures de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM) et de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mauritanie (CCIAM) et président du Conseil d'affaires mauritano-marocain.

Son décès a été perçue comme un séisme parmi de nombreux mauritaniens qui l'avaient côtoyé, tant dans le milieu des affaires, de la politique, de la communication, de l'activisme des jeunes et des femmes.

D'une modestie inégale, animé du sens de l'humour et d'une générosité sans limite, il était cet homme qui nourrit l'espoir, écarte le désarroi, conseille et montre la

bonne voie.

Ouvert ouvert d'esprit, déconnecté des maux tels que le tribalisme, le népotisme, le clientélisme et le racisme, Ahmed Ould Hamza était le mauritanien parfait, le citoyen modèle dont la patrie a besoin pour s'engager inéluctablement sur la voie de l'unité nationale et de la cohésion.

Autant dire, que l'Etat est appelé à lui rendre un hommage posthume de portée nationale, qui servira pour les générations actuelles et futures de repère pour s'armer des valeurs et qualités qui sont les siennes et qui traduisent depuis très longtemps cette école républicaine que la Mauritanie s'efforce d'amorcer dans sa première année depuis 3 mois seulement. Ould Hamza est un homme affable à qui tous les superlatifs positifs peuvent être appliqués, lui renaissent des mauritaniens, qualifiant son départ de cette Terre, de perte immense pour la Mauritanie.

Hamza, c'est un homme humble, courtois, toujours aussi souriant que soucieux des citoyens pauvres et faibles.

L'homme incarne toute la Mauri-

tanie et toutes les sensibilités de ce pays, cet homme nous a légué son savoir-faire, son amour pour la patrie, son sens inné de bien-être, témoigne un autre mauritanien, selon lequel, avec son sens inné des relations humaines et son éternelle bonhomie souriante, il a su se faire des amis dans toutes les générations de toutes civilisations et de toutes origines.

Une figure de la Mauritanie plurielle, un travailleur, un patriote s'en est allé, dit un autre, qualifiant feu Ould Hamza de « laa Mauritanie en un seul homme. Courtois, civilisé, le seul jusqu'à ce jour qui a multiplié par 1000 les fonds d'une institution publique transmise à son successeur suite à un audit qu'il a initié lui-même ». Et d'ajouter : « un exemple d'éthique dans la gestion de la chose publique. Notre seul regret est qu'il ne se soit présenté à la présidentielle. Homme au grand cœur.

Qu'Allah l'accueille en Son Saint Paradis. Amine

Moulaye Najim

L'Oraison Impossible*Othman Ould Elyessa*

Le 17 décembre 2022, s'éteint, à Las Palmas de Gran Canaria où il se soignait d'un embarras marginal, l'un des enfants bénis de la Mauritanie - que cette dernière n'enfante plus - peut-être le dernier d'une fratrie en voie de disparition, celle du métissage joyeux, de la modernité, du sport et de la culture, au service du vivre-ensemble, selon l'acception universelle du mot. Ahmed Ould Hamza, promoteur des artistes, généreux tuteur des associations en herbe, prince de la société civile, gentilhomme de la cité, si singulier parmi les bédouins, incarnait, à sa manière, toute de franchise et de spontanéité, le lien indissoluble entre les deux rives du Fleuve Sénégal. Il y avait, en lui, du Sidiel Mokhtar Ndiaye et du El Hadj Ibnou Bou El Moghddad Seck, insignes sym-

boles de la diversité d'un pays alors à l'aube de son enfance.

Mais, davantage que les illustres devanciers, jamais praticien de la politique - sous nos latitudes du moins - ne se montrait aussi proche de la jeunesse, ni tant attentif à l'égalité du genre. Les employé(e)s de la mairie de Nouakchott, à qui le hasard du suffrage universel offrit la chance de travailler à son ombre rassurante, se souviennent des apostrophes d'un chef d'équipe dont la rigueur, la mansuétude et l'altruisme s'équilibraient, en harmonie. Pareilles qualités se rencontrent rarement chez l'humain, surtout le détenteur des atours de la fortune, titulaire d'une bribe d'autorité ou locataire de quelque titre.

Qu'ajouter d'autre, au portrait d'une personnalité de renom, cependant douée de l'humilité sans effort ? Quel hommage funèbre convient-il de rendre à l'ami loyal ? Comment décrire, avec justesse, la courtoisie du débatteur hors-pair, quand prenait, toujours, le soin de persuader son contradicteur, avant de le remettre à l'aise, d'une tape rieuse sur l'épaule, en gage de consolation ?

Oui, il y a de ces chagrins tenaces que la prose la plus ambitieuse échoue à dire.

Aujourd'hui, silence et tristesse s'imposent, devant la dépouille d'un Mauritanien depuis longtemps en avance sur son temps, au point de nous avoir quittés trop tôt...

Adieu Ahmed !

CHEIKH OMAR AL-FOUTI, LE FONDATEUR DE « EMPIRE TOUCOULEUR »



Omar Fouti, scientifique, résistant et ancien des symboles de l'appel réformiste au Sénégal, a combattu la présence française en Afrique de l'Ouest, fondé l'Empire des couronnes, ou « l'État des couronnes », qui a duré près de 50 ans.

NAISSANCE ET EDUCATION

Omar Tall, dit El-Hadj Omar, est le fondateur d'un empire éphémère, l'empire Toucouleur (ou Torodbe), sur les ruines des royaumes animistes de l'actuel Mali, dont ceux des Bambaras. Les Toucouleur, branche métissée des Peul, se désignent sous le nom Haalpulaaren (« ceux qui parlent le pulaar », la langue des Peul). Omar Tall naquit vers 1796 dans la région de Podor, au Fouta Toro, dans l'actuel Sénégal, au sein d'une famille peul (fulbé) dans une famille religieuse qui enseignait le Saint Coran et s'intéressait à l'arabe, il a donc grandi influencé par son environnement.

Il adhéra ensuite à la confrérie tijaniya, sa grande rivale, qui avait une interprétation différente de l'islam, avant de partir pour vingt années de voyages qui le menèrent en Arabie et en Afrique du Nord. Ayant fait son pèlerinage à La Mecque (d'où son surnom el-Hadj), il s'attira une grande popularité à son retour dans le Sahel musulman. De 1830 à 1838, il vécut dans l'empire peul de Sokoto où il se forma militairement. Revenu dans l'actuel Sénégal, il fut nommé grand calife de la confrérie tijaniya et il s'installa à Dingiraye, près de Diourbel. Vers 1852, il lança son jihad (guerre sainte) en s'attaquant aux peuples animistes de la vallée du Niger.

Cheikh Omar al-Fouti a commencé ses études en étudiant le Saint Coran, il a terminé de le mémoriser à l'âge de huit ans, puis il a commencé à étudier l'arabe et le fiqh, et il a suivi Cheikh maulood fall Al-Shanqiti et Cheikh Abdul Karim de la région de Fouta Jallon, située au nord-est de la Guinée, jusqu'à

ce qu'il devienne bien versé dans les sciences de la charia. Dès son plus jeune âge, al-Foti a effectué de nombreux voyages scientifiques qui ont contribué à élargir ses connaissances et à mettre en valeur ses talents, il s'est rendu dans la ville de « Hamdallah » dans l'État du Mali actuellement et a entendu parler de ses scientifiques, puis est allé en Egypte et est resté à Al-Azhar et a appris de ses scientifiques.

En 1827, il a fait un pèlerinage à la Sainte Maison d'Allah, a déménagé à Médine, et là il a rencontré Cheikh Mohammed Al-Ghali al-Maghrabi (un disciple d'Abu al-Abbas Ahmad al-Tijani, le fondateur de la méthode tijaniya) et est resté avec lui pendant 3 ans jusqu'à ce qu'il reçoive le titre de calife. En revenant du Hajj, il est passé par la ville de « Hamdallah » et a rencontré son roi Cheikh Ahmadu et a établi de bonnes relations avec lui, mais il a été kidnappé et capturé pendant un certain temps par le chef du royaume des Bambras.

EXPÉRIENCE SCIENTIFIQUE

Après la mort du prince Mohamed blue, Cheikh Omar a choisi l'indépendance pour lui-même et ses partisans, il a donc atterri à «Fouta Jalon», où la plupart des habitants professent la religion islamique, en particulier la ville de dan gray et a fondé sa Zawiya en 1840.

De ce coin (un lieu de culte et un abri pour les Moudjahidines, les nécessiteux et les étudiants en sciences), il a commencé à enseigner la science et à répandre la méthode Tajani parmi les tribus de la région, et il a formé des disciples et des dévots pour l'aider à répandre sa doctrine parmi les différentes populations.

Sa méthode était basée sur la formation de disciples et de ceux qui voulaient «une obéissance absolue et aveugle au Cheikh, et il était considéré que celui qui faisait cela était comme s'il avait prêté allégeance au messenger d'Allah (que la paix et les bénédictions d'Allah soient sur lui)». Le choix de dingray pour être le quartier général de Zawiya était dû à son importance, car il est situé au carrefour des caravanes commerciales travaillant dans le domaine de l'or et des armes.

Quand il a fait des tournées de prière dans les villages et la campagne près de son coin, beaucoup de ses disciples et de gens ont volé autour de lui.

En 1847, il est revenu d'un voyage de prière dans les tribus et les Émirats, et beaucoup de gens l'ont suivi et il avait une armée et des soldats qui le gardaient, alors le roi de Fouta Jalon a eu peur de lui et lui a ordonné de partir et de s'éloigner. Etablissement de l'Etat et résis-



tance aux Français

En 1851, il débarqua à den-grai, une partie de la région de Temba dans le nord de la Guinée, et commença à établir son État, établissant rapidement des forts et des châteaux et formant du personnel militaire.

Aussitôt une confrontation eut lieu entre lui et le prince païen de Tampa «Yamba Sakho», et le footex put l'éliminer et récupérer les biens de son royaume.

La victoire sur le roi païen a marqué le début d'une nouvelle étape du djihad et la création de l'État en 1852.

Sa relation avec les Français était initialement basée sur une coexistence prudente, car il ne voulait pas les affronter de peur de leur soutien aux tribus païennes contre lesquelles il déclarait le djihad, et la garnison française de Saint-Louis évitait la confrontation avec lui car il jouit d'une grande popularité qui lui permet de déplacer les tribus musulmanes contre lui.

En 1854, la France nomma le général Louis vidribe gouverneur du Sénégal pour mettre en œuvre le plan d'incursion et d'expansion, et bientôt il y eut une confrontation entre lui et les forces du cheikh Omar Foote.

Le neuf janvier 1855, Foote annonça une confrontation avec l'occupation française, attaquant les agences commerciales du

territoire Khasu du protectorat français.

En février 1855, les troupes de Haji Omar arrêtaient le gouverneur du Centre sinodipo «Girardo» (Girardo), le relâchèrent après avoir payé une rançon de 45 Guinéas, et coulèrent également un navire français dans les eaux du fleuve Sénégal et arrêtaient certains de ses passagers.

Le 15 mars 1855, les troupes françaises ont poursuivi une politique de terre brûlée, incendiant les terres des agriculteurs et des tribus, les assiégeant et pillant leur bétail pour ne pas soutenir le mouvement de Haj Omar.

En 1857, le Cheikh Omar al-Futi a attaqué l'avant-poste de Madin, appartenant aux troupes françaises, mais a subi des pertes importantes et a été contraint de battre en retraite vers Futa Jallon.

En 1858, il est retourné dans son pays natal, fouta tour, dans le nord du Sénégal, et a commencé à exhorter les gens au djihad, à résister au colonisateur et à se diriger vers l'est vers son État islamique et son centre à Dangray, en Guinée aujourd'hui.

Mais les troupes françaises le traquèrent et assiégèrent ses tribus subordonnées jusqu'à ce qu'il se dirige vers l'est en direction des terres maliennes.

NOUVELLE CARTE D'ASSURANCE MALADIE

CNAM: Vers un Système de GED

Dans le cadre de la modernisation de l'administration et eu égard à l'importance de la maîtrise des ressources documentaires et du flux massif des dossiers gérés par la CNAM, l'institution envisage de mettre en place, au début de l'année 2023, un système intégral de Gestion Electronique de Document (GED) permettant de numériser les dossiers dès de leur réception avant d'être traités par les directions concernées.

Les objectifs à atteindre

- ★ Gérer efficacement les dossiers ;
- ★ Eviter la perte de documents ;
- ★ Réduire le temps de traitement de dossiers ;
- ★ Lutter contre la fraude et la falsification des documents ;
- ★ Simplifier et alléger le procédures de traitement des dossiers ;
- ★ Sécuriser les données.

Les avantages de la GED

- ★ Facilitation de la recherche de contenu ;
- ★ Amélioration de la productivité ;
- ★ Maîtrise du flux d'informations ;
- ★ Réduction des coûts d'exploitation ;
- ★ Bonne gestion des autorisations ;
- ★ Prévention des risques.

La GED permet désormais à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) de gérer leur contenus grâce à une interface web intégrale liée au système d'information SELAMA :

- Adhésion ;
- Remboursement Ambulatoire ;
- Remboursement Etrangers ;
- Evacuation ;
- Facturation Etrangères ;
- Finance ;
- ALD.



La CNAM envisage de mettre en service une nouvelle carte d'assurance maladie. Les assurés qui n'ont pas mis à jour leur dossier d'affiliation doivent compléter et déposer leur dossier dans les meilleurs délais auprès des services de la CNAM à Nouakchott, ou auprès de l'une de ses représentations régionales à l'intérieur du pays.

Pour vérifier si le dossier est actualisé et complet, l'assuré peut se rendre sur le site Internet de la CNAM : www.cnam.mr. Il clique directement sur la rubrique : « Suivre votre dossier », ensuite sur la fenêtre : « Vérifiez que les informations de votre dossier ont été mises à jour », puis il saisit le numéro national ou le numéro d'assurance maladie. Le résultat de la recherche apparaît automatiquement dans la case « remarques ou résultats »

**La CNAM vous souhaite
santé et bonheur**

www.cnam.mr

TAR ELMANE - CCC - CNAM



TRAITÉ ET PAIX AVEC LES FRAN- ÇAIS

Lorsque les forces de Haj Umar al-Fouti ont été vaincues et que sa poursuite a commencé, il s'est dirigé vers l'Est pour combattre les principautés païennes et islamiques.

Pour assurer la continuation de son nouvel empire, qui comprenait des parties du Sénégal, de la Guinée, du Niger et de la région de Kush dans l'Est de la Mauritanie, il signa un projet de traité avec le gouverneur français du Sénégal, le général Louis Léon César Faidherbe, régulièrement appelé Léon Faidherbe, le 18 août 1860; en vertu de ce traité, Cheikh Omar accepta que le fleuve Sénégal serait une frontière commune entre les deux États.



Après cela, El Fouty se rendit sur les terres maliennes et s'empara de la ville de Ségou, la capitale historique du Royaume bambara en 1861, puis se rendit dans la ville de Hamdallah et l'assiégea jusqu'à ce qu'elle lui tombe entre les mains en 1862.

Fonctions et responsabilités
Cheikh Omar al-Foti combinait l'épée et la plume, donc avant d'établir son angle scientifique, il travailla avec Mohammed blue, l'émir de Sokoto, où il l'admirait

et le nomma conseiller à sa cour et commandant militaire dans son armée en 1833.

Al-Futi avait rencontré Muhammad Blue lors de son voyage au Hajj et avait épousé sa fille Maryam, ce qui avait renforcé sa position et augmenté sa fortune. Au cours de cette étape, au cours de laquelle il a combattu les tribus païennes, il a prouvé ses capacités militaires et intellectuelles, de sorte que sa renommée s'est répandue et que son ordre s'est répandu parmi le peuple.

Littérature

Bien que Cheikh Omar al-Fouti ait été engagé dans la réforme et l'expansion de son État, il n'a pas négligé d'écrire, de composer et de prêter de la poésie arabe éloquente.

Il a laissé un certain nombre d'œuvres, dont la plus importante :

«Le parti du Miséricordieux est

La rivalité religieuse confrérique (kadirya-tijanya) et économique, opposant les deux Haalpulaaren se transforma en guerre ouverte. El-Hadj Omar l'emporta et conquiert le Macina. En 1862, Hamdallah, la capitale d'Achmadou-Achmadou fut prise.

Tout l'actuel Mali n'était cependant pas conquis. C'est ainsi qu'à Tombouctou, ville contrôlée par le clan arabe des Kunta, et dont le chef, El Bekay, était un notable de la confrérie kadirya rivale de la tijaniya, la résistance s'organisa. Craignant la conquête d'El-Hadj Omar, El Bekay avait ainsi soutenu les Bambaras avant d'entrer lui-même en guerre. Ce fut d'ailleurs en le combattant qu, El-Hadj Omar trouva la mort sur les plateaux de Bandiagara, en pays dogon. Cheikh Omar al-Fouti est décédé le 12 février 1864 après avoir été piégé dans l'une des grottes et explosé dans la ville de «Hamdallah», après avoir échoué à capturer la ville de «Tombouctou», qui était contrôlée par des tribus arabo-musulmanes, qui adoptent la méthode Qadiriyya et le cours de la religion islamique.

Récupérer l'épée d'Omar al-Fouti

Le 18 novembre 2019, le Président sénégalais Macky Sall a reçu du Premier Ministre français Edouard Philippe l'épée de Haji Omar al-Fouti, après avoir été transféré par les troupes françaises en 1894 à l'occasion de l'anniversaire de la victoire sur le mouvement moudjahid. L'épée a été conservée au Musée des Civilisations brunes de la capitale sénégalaise Dakar. Le Sénégal cherche à restaurer la bibliothèque Haj Omar, qui se trouve à la Bibliothèque Nationale de France dans le Département des manuscrits orientaux.

similaire au parti des régimes amaigrissants», dans lequel il défendait la méthode Tajani.

«Le vase du bonheur est pour les gens de faiblesse et de prostration», ce qui est une louange au messager d'Allah (paix et bénédictions d'Allah soient sur lui). «Un rappel aux ignorants de la laideur de la différence des croyants».

Il y a beaucoup de versets, de versets et de prières.

Mort



**BAC
VINYL
PAPER**

INFOGRAPHIE

Our Calendar Template Design is Your Success Make it Easy!!!

01
January
2017

Your Logo



900-800-8000



F.A. COIFFURE
MIKTE

15.30

Adresse : Ilot O N° 63 Tzv Nouachott

Tel ; +222 45 25 88 84- 46 57 57 02 Email: graphiprint6m@gmail.com

Site : www.graphiprints.com



Beme Sens Communication

Agence Conseils en Communication & Études

Impression- Infographie - Production & Réalisation AudioVisuelle Développement/Hébergement Web Édition-Presse-Publicité

maquette
print
offset
impression
visuel
IMPRIMERIE
CMJN typographie
communication façonnage
numérique graphique dépliant
création
encres
BAT
maquette
pré-press



بالشاشة الحرارية

Sérigraphies



Cartes de visite

Flyers - brochures - Affiches

Papiers peints - Panneaux publicitaires

Press-book - Tirage de plans - Enseignes - Gravures - Impression laser



Tél: +222 45 25 88 84 - Mobile: +222 46575702 - +222 36631595 www.6msens.com

Ilot O N. 063 Tévragh-Zeina - Nouakchott - Mauritanie